

SOLIDARITÉ



FOCUS

Éliminer les abus dans les chaînes de production



SUISSE
SOLIDAR

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



Felix Gnehm
Directeur de Solidar Suisse

Tout-e-s, nous nous procurons nos objets du quotidien par le biais de chaînes de production mondiales. Téléphones portables, vélos, vêtements et autres denrées alimentaires proviennent de lointains horizons, comme l’Afrique, l’Amérique latine et l’Asie. Au total, la Suisse importe chaque année des marchandises pour une valeur largement supérieure à 200 milliards de francs suisses. À la lumière d’une offre quasi infinie à des prix cassés, nous oublions généralement, lors de l’achat, que les conditions de travail et de production dans les pays de provenance sont indignes. L’impact sur l’environnement, le travail des enfants, le décès de travailleur-euse-s en raison de l’effondrement d’usines et les maladies dues aux pesticides sont régulièrement pointés du doigt par les ONG, dont notamment Solidar Suisse.

Pourtant, les lobbies économiques, les dirigeant-e-s des multinationales et certaines forces politiques tiennent à empêcher toute réglementation et insistent sur la liberté et la responsabilité individuelles. Ainsi, la Suisse est devenue un îlot de vide juridique en Europe en termes de chaînes de production. Notre pays, riche et fortement mondialisé, fait fi des règles sur les droits humains applicables aux entreprises. Ces dernières exercent leur devoir de diligence à bien plaisir, et ce, de manière notoirement inopérante. Pour Solidar Suisse, des règles contraignantes sont nécessaires, afin d’obliger toutes les entreprises suisses à assumer enfin leur pleine responsabilité sociale et environnementale sur l’ensemble de leur chaîne de valeur.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'F. Gnehm'.

Felix Gnehm

**CHÈRE LECTRICE,
CHER LECTEUR,**

CONTENU

04



Focus – Chaînes de valeur et mondialisation

- 04 Chaînes de valeur : mondiales, complexes et caractérisées par d'énormes différences de pouvoir
- 08 Chaînes de valeur : autour du globe, des rapports de force colossaux. Cambodge : s'organiser paie
- 10 La Suisse comme principale acheteuse de l'or et du coton du Burkina Faso : Solidar contre le travail des enfants
- 12 Afrique du Sud : exploitation des travailleur-euse-s par Ferrero
- 13 Veasna Nuon, expert en droit du travail au Cambodge : les entreprises ne prennent pas volontiers leurs responsabilités

14 À chaud

Coup d'œil sur l'actualité

15 Un œil sur

Une collaboratrice et un collaborateur de Solidar en Ukraine : le pays a besoin de notre soutien de toute urgence

16 Le défi

Celina Panameño s'engage en faveur des jeunes au Salvador

19 Ensemble

S'engager avec Solidar Suisse

15



16



17 Chronique

18 Sudoku et revue de presse

19 Impressum

20 Carte cadeau

FOCUS - CHAÎNES DE VALEUR ET MONDIALISATION





Les travailleur·euse·s d'une usine textile au Cambodge cousent des vêtements destinés à l'exportation, par exemple vers la Suisse.

Des rapports de force colossaux imprègnent les chaînes de valeur mondiales. En haut de l'échelle se trouvent les entreprises des pays riches, en bas les travailleur·euse·s des pays à faible revenu, qui subissent heures supplémentaires et faibles salaires, et ce, sans sécurité au travail. Solidar Suisse s'engage à améliorer leurs conditions de travail.

CRÉATION DE VALEUR OU DE PAUVRETÉ ?

*Texte : Christian Eckerlein, responsable de campagnes,
photos : UN Women et Greg Girard/CIFOR*

Quel est le point commun entre un tee-shirt, une poupée Barbie et une barre de chocolat ? Tous trois proviennent de la chaîne d'étapes de production, parfois extrêmement complexe, impliquant des centaines, voire des milliers de personnes. Ils ont généralement parcouru des dizaines de milliers de kilomètres autour de la planète avant d'atterrir dans notre panier d'achats. Ces « chaînes de valeur », dans leur incroyable complexité, font plutôt penser à l'enchevêtrement d'un réseau mondial et sont caractérisées par des rapports de force extrêmement inégaux qui profitent aux grandes entreprises des pays de consommation occidentaux. La plupart du temps, ces entreprises n'assument aucune responsabilité quant aux conditions de travail parfois déplorables dans les pays de production, malgré une forte dépendance économique, ce qui entraîne une course à la baisse des prix. Les travailleur·euse·s des pays à faible revenu qui se trouvent en concu-

rence économique n'obtiennent alors que des salaires de misère.

Chaîne mondiale de production de la pauvreté

Il n'est pas rare d'entendre que l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales, même dans des conditions précaires, constitue un premier pas hors de l'extrême pauvreté. Cette perspective détourne l'attention des problèmes fondamentaux d'un système qui produit de la pauvreté d'un côté et de la richesse de l'autre. Ainsi, Benjamin Selwyn, professeur de relations internationales et d'études sur le développement à l'Université du Sussex, estime que dans le mode de production capitaliste, il faudrait plutôt parler d'une chaîne mondiale de production de la pauvreté (Global Poverty Chain). La création de valeur mondiale repose en effet sur la disponibilité permanente d'une main-d'œuvre abondante et bon marché, souvent conséquence directe de l'exode rural en raison du changement climatique ou des restructurations industrielles. Les produits mentionnés ci-dessus ont toutefois encore un point commun : les conditions de travail dans leur chaîne de production ont été au cœur des campagnes de Solidar ces dernières années. Que ce soit dans les champs de coton au Burkina Faso, dans les usines de jouets en Chine ou dans les plantations de palmiers à huile en Malaisie, les travailleur-euse-s se retrouvent sans salaire de subsistance ni protection sociale, obligé-e-s de faire d'innombrables heures supplémentaires. Le travail décent (Decent Work) des Nations Unies, inscrit dans l'Agenda 2030 pour le développement durable, n'entre pas en matière ici. Comment atteindre cet objectif ?

L'exemple de l'huile de palme

Prenons l'huile de palme, une matière première qui se cache dans un produit sur six en vente dans les magasins suisses. La Malaisie est notre principal fournisseur en Asie, avec 3300 tonnes par an (2021). La chaîne de valeur commence par la déforestation de la forêt tropicale pour créer une plantation, généralement sur des surfaces de tourbe en monocultures contiguës, avec des conséquences négatives sur le climat et la biodiversité. La récolte

est un travail extrêmement pénible qui est principalement effectué en Malaisie par une main-d'œuvre immigrée sans papiers, originaire d'Indonésie ou des Philippines. Dans la seule province de Sabah, au nord-est de l'île de Bornéo, plus de 840 000 travailleur-euse-s migrant-e-s travaillent sans permis. Cette situation est délibérée, car elle permet de payer des salaires bien inférieurs au salaire minimum et de maintenir un faible prix de l'huile de palme pour garantir sa compétitivité sur le marché mondial. C'est à cette exploitation systématique dans les chaînes de valeur mondiales que s'attaque Solidar Suisse. Nous soutenons d'une part les organisations locales qui informent les travailleur-euse-s migrant-e-s de leurs droits et renforçons la mise en réseau des mouvements de base dans la lutte pour de meilleures conditions de travail. D'autre part, nous lançons des campagnes en Suisse afin de susciter des changements sur place. Nous sensibilisons ainsi les consommatrices et consommateurs et incitons les entreprises et la classe politique à apporter des améliorations urgentes.

Un label insuffisant

La réalité le montre : la société civile doit faire pression pour que les choses bougent dans les chaînes de production. En effet, dans la plupart des secteurs, les limites de l'autorégulation des entreprises se font jour. Ainsi, près de la totalité de l'huile de palme disponible sur le marché suisse porte le label de durabilité RSPO (Round Table on Sustainable Palm Oil). Cependant, même après plus de quinze ans, ce système ne garantit pas un salaire de subsistance aux travailleur-euse-s des plantations et ne dispose pas de mécanismes de plainte suffisants. Les initiatives multipartites telles que le RSPO font désormais partie intégrante de nombreuses chaînes de valeur. L'idée est la suivante : les entreprises, les gouvernements et les ONG établissent des règles et des normes communes. Cependant, au sein de la RSPO, les rapports de force sont très inégaux : sur les seize sièges du conseil d'administration, quatre seulement sont occupés par des ONG, les douze autres étant détenus par les actrices et acteurs de la production et

Chaîne de production de l'huile de palme





Travailleur dans une plantation de palmiers à huile, à Sabah, Malaisie, lors de la récolte des fruits.

de la distribution, les marques, les détaillant-e-s, les banques et les investisseur-euse-s. Il n'y a pas de syndicats ou de représentation directe des travailleur-euse-s. La RSPO, comme la plupart des labels, recourt principalement à des audits. Or, ceux-ci n'ont aucune influence sur le déséquilibre systématique du pouvoir dans les chaînes de valeur mondiales. C'est pourquoi Solidar Suisse aide les travailleur-euse-s dans les pays africains et asiatiques à s'organiser pour obtenir des conditions de travail dignes (voir les articles en pages 8, 10 et 12).

La pression monte

La votation sur l'initiative pour des multinationales responsables a montré que pour une majorité de la population suisse, les entreprises mondialisées doivent assumer la responsabilité des conditions

de production dans leurs chaînes de valeur. L'Union Européenne a présenté fin février une proposition de loi sur la responsabilité des entreprises, qui va en tous points plus loin que les dispositions en vigueur en Suisse et qui devrait être adoptée fin 2024. Si la Suisse ne veut pas devenir le seul pays européen dépourvu de règles efficaces, elle doit absolument suivre le mouvement. C'est aussi ce que demande la coalition pour des multinationales responsables (www.solidar.ch/fr/petition-multinationales).

Mais une législation plus stricte ne suffira pas à corriger le déséquilibre systématique des chaînes mondiales de production. Pour véritablement changer de structure, celles-ci doivent intégrer la représentation collective des intérêts des travailleur-euse-s dans les pays producteurs à partir de la base. Voilà où Solidar intervient.



Traitement de l'huile de palme



Fabrication du produit à base d'huile de palme



Vente du produit chez le détaillant



Consommation

Suisse

RIEN NE SE FAIT SANS LUTTE OUVRIÈRE

L'exemple du Cambodge le montre : si les travailleur·euse·s s'organisent, elles et ils peuvent contester la répartition inégale du pouvoir dans les chaînes de valeur et obtenir des améliorations. Il reste cependant beaucoup à faire.

Texte : Anja Ibkendanz, responsable programme Asie, photos : OIT et Solidar Suisse



Les usines textiles cambodgiennes emploient principalement des jeunes femmes.

L'industrie de la confection est le principal moteur de croissance du Cambodge. En effet, cette industrie et celle de la chaussure représentent 80 % des exportations, avec des bénéfices élevés pour les entreprises exportatrices et des enseignes bien connues. En avril 2013, l'effondrement de l'usine textile Rana Plaza, au Bangladesh, qui a fait plus de mille morts, a choqué l'opinion publique et a engendré une amélioration réelle des normes de travail, comme l'accord sur la sécurité des bâtiments *Bangladesh Accord*, auquel les syndicats ont largement contribué. Le secteur a évolué et le respect des normes sociales et environnementales comme argument de vente a gagné en importance.

Salaires de misère et heures supplémentaires

Cependant, des violations flagrantes du droit du travail persistent dans les usines textiles cambodgiennes. Le quotidien du personnel des usines,

composé à 86 % de femmes généralement jeunes et pauvres, est constitué de bas salaires associés à de longues heures de travail, des conditions dangereuses pour la santé et une pression à la pièce, l'absence d'avantages sociaux et des menaces en cas d'organisation syndicale. Kin Srey Pov travaille dans une usine qui produit notamment pour Puma, Northface, Icebreaker et Timberland. « Les objectifs relatifs au nombre de pièces à produire chaque jour sont beaucoup trop élevés », confie-t-elle. « Nous buvons donc peu pour éviter d'aller aux toilettes. Nous avons très peu de pauses. » Les ouvrières travaillent six jours par semaine, souvent dix à onze heures par jour, avec un salaire moyen d'à peine 290 dollars. Bien qu'il soit supérieur au salaire minimum de 194 dollars, il ne suffit pas pour vivre. La santé et la sécurité au travail ne sont pas non plus garanties. Les substances toxiques ne sont pas signalées, l'éclairage et la ventilation sont

médiocres et les installations sanitaires sont rares. La nécessité pour de nombreuses personnes d'emprunter pour leurs cultures ou leurs frais médicaux représente un autre problème. Parfois, les dettes passent de génération en génération. Ainsi, le Cambodge présente la dette par habitant la plus élevée du monde. Les jeunes femmes, en particulier, viennent en ville se faire embaucher dans les usines textiles et contribuer au remboursement des crédits de leur famille. Un grand nombre d'entre elles ont attendu avec impatience la réouverture des usines fermées pendant la pandémie et sont plus dépendantes que jamais de cette source de revenus, l'endettement ayant encore augmenté en raison des salaires perdus.

Des salaires plus élevés obtenus de haute lutte

Les syndicats indépendants qui dénoncent les abus et demandent des améliorations sont soumis à des pressions politiques. Néanmoins, les exemples de mouvement dans la structure du pouvoir sont impressionnants lorsque les travailleur·euse·s s'organisent collectivement : début 2014, des dizaines de milliers de travailleur·euse·s du textile ont envahi les rues de la capitale Phnom Penh pour réclamer le double du salaire minimum, 160 dollars au lieu de 80. Celui-ci était resté le même pendant près d'une décennie, malgré l'augmentation constante du coût de la vie. Le gouvernement a réprimé les protestations avec brutalité mais n'a pu empêcher la hausse du salaire minimum à 128 dollars fin 2014, grâce aussi à la campagne internationale qui visait les grandes enseignes. Il s'agit là encore d'un salaire de misère, mais cette augmentation illustre la nécessité d'une organisation collective pour défier les rapports de force inégaux dans les chaînes de valeur mondiales.

Better Work Initiative de l'OIT

Afin d'améliorer les conditions de travail et la compétitivité de l'industrie textile au Cambodge, l'Organisation internationale du travail (OIT) a lancé dès 2001 le programme Better Factory Cambodia en partenariat avec l'International Finance Corporation, un membre du groupe de la Banque mondiale. Ce programme permet de surveiller les conditions de travail et de vérifier le respect des normes internationales du travail dans les usines impliquées, les résultats étant publiés sur un portail internet. Les organisations partenaires de Solidar Suisse constatent toutefois que ce dernier ne reflète pas la réalité. « Avant les visites de Better Factory Cambodia, la direction nous a mis en garde contre

toute déclaration critique », explique Kin Srey Pov, membre de la Coalition of Cambodian Apparel Workers Democratic Union. « Ils nous ont menacés de licenciement, car une amélioration des conditions de travail entraînerait une baisse de la production. » Solidar Suisse soutient ce syndicat et deux autres syndicats indépendants visant à former les travailleur·euse·s afin d'améliorer leur implication

« Les exigences de production sont beaucoup trop élevées. C'est à peine si nous buvons pour éviter d'aller aux toilettes. »

dans la collecte des données et d'utiliser celles-ci dans les négociations. En outre, Solidar a transmis en 2021 à la représentation du programme Better Work au siège de l'OIT à Genève une déclaration commune des syndicats cambodgiens et indonésiens qui demande des améliorations concrètes.

Kin Srey Pov demande de meilleures conditions de travail pour les travailleur·euse·s cambodgien·ne·s du textile.





L'OR SUISSE AU PRIX DU TRAVAIL DES ENFANTS

La Suisse importe 80 % des principaux produits d'exportation du Burkina Faso que sont le coton et l'or. Leur production implique le travail des enfants.

Texte : Serafina Häfeli, chargée de programme Burkina Faso, photos : Andreas Schwaiger

« À la mort de mes parents, j'ai dû quitter l'école pour que mes frères et sœurs et moi ayons de quoi manger. Je travaille souvent dans les champs de coton, et parfois dans les mines d'or », raconte Aminata, 15 ans. Dans les mines ou les champs de coton, les enfants sont victimes d'exploitation.

Principaux produits d'exportation du Burkina Faso, le coton et l'or sont essentiels à son économie. Ces matières premières sont principalement destinées à la Suisse. Avec 80 % de leur volume, soit quelque 6 milliards et demi de dollars en 2020, notre pays est le principal partenaire d'exportation du Burkina Faso. Pourtant, les réalités quotidiennes des deux pays ne pourraient pas être plus contrastées : la Suisse se situe au 1^{er} rang du Human Development Index, qui prend en compte le revenu national brut par habitant, l'espérance de vie et la durée de l'éducation. Le Burkina Faso, quant à lui, occupe la 184^e place sur 191 pays recensés.



Votre don est utile

Avec un don de 30 francs, les mères d'enfants qui travaillent reçoivent du matériel de formation pour créer une coopérative afin d'obtenir un revenu supplémentaire. 75 francs permettent la création de cinq groupes de producteur-ice-s de coton afin de les informer sur les risques du travail des enfants et des pesticides chimiques. Avec 215 francs, un-e producteur-ice de coton apprend à produire du bokashi et de l'engrais organique liquide et reçoit le matériel nécessaire pour le faire.

Enfants en danger dans les champs de coton ...

La population burkinabè ne profite guère de ses richesses d'or et de coton. Les revenus des producteur-ice-s de coton sont souvent si bas qu'elles et ils ne peuvent pas se permettre de recruter des adultes pour la récolte. « Les enfants doivent travailler pour soutenir leur famille », affirme Dibatan Ilboudo.

Jeunes descendant dans le puits d'une mine d'or au Burkina Faso.

L'impact des pesticides sur l'environnement et la santé des travailleur·euse·s représente un autre problème. Depuis 2018, Solidar Suisse se mobilise contre les pires formes de travail des enfants en sensibilisant les paysan·ne·s à la toxicité des pesticides et à la valeur de l'école. Nous informons également les enfants de leurs droits et des risques. En outre, les producteur·ice·s apprennent à fabriquer des alternatives biologiques aux pesticides chimiques, comme le bokashi, un compost très efficace. Nous les aidons par ailleurs à s'assurer une source de revenus supplémentaire avec la culture du sésame. Elles et ils peuvent ainsi employer des adultes et envoyer leurs enfants à l'école plutôt que dans les champs.

... et dans les mines d'or

Dans les zones rurales du Burkina Faso, l'exploitation minière de l'or à petite échelle fournit du travail à plus d'un million et demi de personnes. En raison de la crise sécuritaire qui dure depuis 2015, l'État a perdu le contrôle d'une partie du pays. Certaines zones d'extraction d'or sont aux mains de groupes terroristes ou criminels. Ici aussi, le travail des enfants est très répandu, car de nombreux jeunes sans perspectives abandonnent l'école ou leur formation pour travailler dans les mines. En raison de l'utilisation de produits toxiques pour l'environnement

et la santé, comme le mercure, l'extraction de l'or met leur santé en danger.

C'est en grande partie le prix des produits qui impose les risques de la production du coton et de l'or au Burkina Faso. C'est pourquoi les pays importateurs, à commencer par la Suisse, premier importateur d'or du monde, doivent mettre en place des réglementations contraignantes afin d'éviter les violations des droits humains et les dommages environnementaux. Dans son dernier rapport publié fin septembre, le rapporteur spécial des Nations Unies sur les substances toxiques, Marcos Orellana, a également souligné l'absence de telles mesures : « La Suisse ne dispose pas d'un système de traçabilité

« La Suisse ne dispose pas d'un système de traçabilité adéquat pour savoir d'où vient l'or et comment il a été extrait. »

adéquat qui obligerait les raffineries à savoir d'où vient l'or et comment il a été extrait. » Solidar Suisse s'engage sur le terrain pour une exploitation aurifère responsable. En collaboration avec Caritas et l'Artisanal Gold Council canadien, nous présentons, dans le cadre d'un mandat de la DDC, des alternatives à l'extraction traditionnelle de l'or respectueuses de l'environnement. L'influence des autorités locales est renforcée pour taxer les revenus et en faire bénéficier la population. En outre, Solidar informe les parents des risques que leurs enfants encourent dans les mines et leur propose une alternative avec des garderies.



Deux jeunes filles transportent le coton.

DES CONTRATS SANS GARANTIE DES HEURES DE TRAVAIL

L'usine de chocolat Ferrero, en Afrique du Sud, fait des bénéfices sur le dos de la main-d'œuvre locale, malgré le succès des combats sociaux menés dans le cadre du travail.

Texte : Dennis Webster, journaliste sud-africain, photo : CWAO



Sthembile Ntshangase lutte pour une garantie des heures de travail auprès de Ferrero.

Dans une rue discrète à la périphérie de Walkerville, une petite ville au sud de Johannesburg, se trouve une usine solidement établie dans les chaînes de valeur mondiales. Ici, où les emplois sont difficiles à trouver, l'usine Ferrero emploie plus de 300 travailleur·euse·s, dont une majorité de femmes. Celles-ci fabriquent les Kinder Surprise, les bonbons Tic Tac et emballent les rochers Ferrero. La lutte de ces travailleuses illustre la manière dont les multinationales imposent de nouvelles formes de travail temporaire en Afrique du Sud.

Ferrero invente de nouvelles formes d'exploitation

Du travail des enfants dans la production du Nutella aux salmonelles dans les chocolats qui ont conduit des centaines de jeunes consommateur·ice·s européen·ne·s à l'hôpital avec des diarrhées sanglantes, Ferrero n'a pas échappé aux gros titres ces dernières années. À l'ombre des eucalyptus de Walkerville, loin des projecteurs des médias inter-

nationaux, le géant du chocolat a franchi une autre limite du travail temporaire en Afrique du Sud : il a établi des contrats sans garantie des heures de travail. En 2015, la lutte des travailleur·euse·s temporaires, soutenue par l'organisation partenaire de Solidar, le Casual Workers Advice Office (CWAO), avait abouti à une modification de la loi. Depuis lors, les entreprises doivent offrir au bout de trois mois aux personnes recrutées par le biais d'agences de placement les mêmes conditions de travail qu'aux employé·e·s permanent·e·s. Néanmoins, Ferrero emploie la plupart de son personnel selon des horaires de travail flexibles et non garantis. Sthembile Ntshangase, 34 ans, en fait partie. En juillet, elle n'a travaillé qu'une journée. Elle a ainsi obtenu moins de 48 dollars. Son salaire doit cependant nourrir trois enfants.

Manœuvre dilatoire

En 2020, Ferrero a fait valoir que l'égalité de traitement entre les employé·e·s permanent·e·s et les intérimaires ne signifiait pas que ces derniers devaient se voir proposer des heures de travail minimales. L'entreprise a laissé entendre que la prétendue charge financière, une augmentation de 250 % des coûts salariaux, pourrait entraîner sa fermeture. Ferrero a affirmé n'avoir jamais réalisé de bénéfices en Afrique du Sud, tout en refusant de fournir des chiffres comptables et des prévisions à l'appui de cette allégation. Représenté·e·s par CWAO, Sthembile Ntshangase et ses collègues ont porté l'affaire avec succès devant la Commission de conciliation, de médiation et d'arbitrage : rejetant les contrats sans garantie des heures de travail de Ferrero, celle-ci a ordonné que les intérimaires bénéficient des mêmes temps de travail que les employé·e·s permanent·e·s. Cette victoire, qui remonte à deux ans, n'a cependant guère changé la vie de Sthembile Ntshangase et de ses collègues. « Je me sens abandonnée par le droit », déclare-t-elle. En effet, Ferrero a fait appel de la décision et ne cesse de faire traîner le procès, une option coûteuse pour laquelle l'entreprise ne semble pas manquer de moyens. Selon les termes de Sthembile Ntshangase : « Si tu as de l'argent, tu peux tout te payer. Même la loi. »



Photo : DR

« LES ENSEIGNES DOIVENT PRENDRE LEURS RESPONSABILITÉS »

Expert cambodgien en droit du travail, Veasna Nuon expose les règles nécessaires à l'amélioration des conditions de travail dans les chaînes de valeur.

Interview : Katja Schurter, rédactrice responsable du magazine Solidarité

Quel est l'impact des chaînes de valeur mondiales sur le Cambodge ?

Le Cambodge n'est intégré que depuis trente ans dans les flux de production mondiaux. Ces flux vont dans les deux sens, car de nombreuses matières premières sont importées pour être transformées et réexportées. Ces dernières proviennent principalement de Chine, tout comme les investissements et le savoir-faire. Le Cambodge offre principalement la main-d'œuvre. Les exportations se font ensuite vers l'Europe, les États-Unis et le Japon. Parmi les produits d'exportation comme les vêtements et les chaussures, on trouve de plus en plus de bagages et de produits agricoles tels que le sucre et l'huile de palme.

Quel est l'impact de cette évolution sur les conditions de travail ?

Les effets sont à la fois négatifs et positifs. Entre 80 et 90 % des travailleur-euse-s cambodgien-ne-s

n'ont pas de contrat de travail. Du côté positif, l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales ainsi que l'augmentation des investissements et des exportations renforcent le secteur formel et permettent d'employer davantage de personnes, ce qui signifie davantage de prestations sociales et de meilleures conditions de travail. Les multinationales ont des codes de conduite et si elles ne les respectent pas, des plaintes peuvent être adressées à des institutions mondiales telles que l'Organisation internationale du travail (OIT). Cela n'est par exemple pas possible pour les travailleuse-s de la production locale de poisson. Du côté négatif, le pouvoir est entre les mains des entreprises qui en profitent. Il faut travailler vite et à bas prix, donc avec des heures supplémentaires, des restrictions à la liberté d'association et de faibles salaires. La plupart du temps, le gouvernement est de leur côté, comme en témoigne la politique du salaire minimum.

Y a-t-il une différence entre les travailleurs et les travailleuses ?

Oui, l'écart salarial entre les sexes est de 24 % en général, mais il n'est que de 15 % environ dans le secteur textile. Ce secteur est le seul à offrir un salaire minimum, généralement appliqué, mais insuffisant pour vivre, et il compte un taux de syndicalisation de 60 à 70 %, ce qui est unique dans la région.

Pourquoi cela ?

L'histoire est intéressante : de 1999 à 2004, le Cambodge était lié par un accord de libre-échange avec les États-Unis, comprenant une clause sur les conditions de travail. Le contrôle incombait à l'OIT, et plus les entreprises respectaient les directives, moins elles payaient d'impôts. En outre, l'opinion publique américaine faisait pression. Les syndicats démocratiques se sont établis grâce à l'accord et l'industrie textile cambodgienne s'est développée. Cet exemple illustre la différence entre les mesures contraignantes et les mesures volontaires : dès l'expiration de l'accord, les conditions de travail se sont dégradées.

Existe-t-il d'autres normes et initiatives utiles ?

Les multinationales ne peuvent plus dire que les conditions de travail sont l'affaire des pays producteurs. Les enseignes de mode doivent être tenues responsables, par exemple par le biais de lois sur la responsabilité des entreprises dans les pays importateurs. Un autre mécanisme prometteur est l'initiative ACT entre les syndicats et 19 enseignes mondiales de l'industrie de l'habillement, y compris des grands noms comme Esprit, C&A, H&M et Zalando. Ainsi, on pourrait remédier aux bas salaires et aux temps de production courts, sans attendre une loi. La pression des consommateur-ice-s reste importante.



Photo : Spimas Civil Voices

INCITEZ LES PLUS RICHES À LA SOLIDARITÉ !

Aujourd'hui, deux douzaines de milliardaires possèdent autant que quatre milliards de personnes. Ces inégalités extrêmes menacent la stabilité politique et affaiblissent les plus pauvres. Pour attirer l'attention sur ces abus, nous lançons un défi : les personnes qui gagnent un salaire moyen font un petit don et invitent les milliardaires à faire de même en multipliant le montant en fonction de leur fortune. Incitons les plus fortuné·e·s à faire preuve de solidarité envers les personnes qui ont désespérément besoin de soutien, celles et ceux que Solidar Suisse appuie au quotidien dans leur lutte pour améliorer leurs conditions de travail et obtenir des salaires équitables. Convaincu·e·s ? Participez dès maintenant. www.solidar.ch

SOUTIEN AUX DROITS DES FEMMES EN AMÉRIQUE CENTRALE

Violence, féminicides, prison pour interruption volontaire de grossesse : les femmes, les enfants et les personnes LGBT+ sont exposé·e·s aux abus en Amérique centrale. Solidar Suisse étend son soutien en faveur des femmes au Honduras et au Guatemala. L'État y néglige les populations locales et les défenseur·euse·s des droits humains. Nous avons lancé un projet pilote afin que les victimes de violence aient accès à un soutien adapté au sein de leur communauté. Nous contribuons aussi à la lutte contre la violence liée au genre et les grossesses non désirées chez les adolescentes par des mesures de prévention. Les résultats au Salvador sont positifs : les jeunes femmes tombent moins souvent enceintes et un solide mouvement de défense des droits sexuels est en place.



Photo : Solidar Suisse



Photo : Capture d'écran

LA SUISSE ET SON PASSÉ COLONIAL

Lors du dernier *Solidarité*, nous avons remis notre travail en question et sommes parti·e·s à la chasse aux préjugés colonialistes qui continuent de nous influencer. Connaître notre passé pour construire un avenir dépouillé de toute influence coloniale nous paraît indispensable. Mais, connaissons-nous bien le passé de la Suisse dans ce domaine ? Le Musée d'ethnographie de Genève (MEG) nous promet des surprises en mettant au jour un pan de l'histoire suisse méconnu à travers une exposition consacrée à « Helvécia », colonie suisse au Brésil. Le photographe Dom Smaz et la journaliste Milena Machado Neves ont fait la connaissance des habitant·e·s actuel·le·s d'« Helvécia » et offrent un éclairage inédit constitué d'images et d'entretiens.

À découvrir au MEG jusqu'au 8 janvier 2023.

NORMALITÉ APPARENTE – GUERRE OMNIPRÉSENTE

Une collaboratrice et un collaborateur de Solidar se sont rendus en Ukraine début octobre pour mettre en œuvre nos projets en faveur des réfugié·e·s internes. Un soutien est urgent.

Texte : Lukas Frohofer, responsable programme, et Vera Haag Arbenz, responsable aide humanitaire, photo : Solidar Suisse

Les magasins sont ouverts, des personnes sont assises aux terrasses des cafés, font un jogging dans un parc ou promènent leurs chiens. Les enfants vont à l'école. À notre arrivée à Oujgorod, en Transcarpatie, le 3 octobre, la ville donne une impression de presque normalité. L'objectif de notre visite en Ukraine est d'échanger avec nos deux organisations partenaires locales Vostock SOS à Oujgorod et Vis à Vinnytsya. En compagnie de nos partenaires et de nos deux collaborateurs en Ukraine, Vitaly Kartamyshév et Yuriy Ilyin, nous visitons les projets de Solidar et définissons les prochaines étapes.

La guerre est omniprésente

Les apparences sont trompeuses. Avant même les bombardements qui ont débuté le 10 octobre, l'insécurité et la guerre étaient déjà omniprésentes. L'alarme antiaérienne retentit régulièrement, des sacs de sable protègent les fenêtres des bâtiments publics, l'armée est partout et nous passons régulièrement des points de contrôle. Ici, même à des centaines de kilomètres à l'ouest de la ligne de front, la guerre s'infiltré dans le quotidien de chacun·e. Certain·e·s tentent de réagir avec humour pour ne pas sombrer dans la folie. D'autres regardent constamment leur téléphone portable, à l'affût d'informations sur l'évolution de la guerre ou communiquent avec leurs proches à l'est, encore plus exposé·e·s à la brutalité et à la destruction qu'elles et eux.

Des conditions difficiles, un quotidien pénible

Environ 130 000 personnes déplacées vivent actuellement en Transcarpatie et 180 000 à Vinnyzja. Beaucoup sont hébergé·e·s dans des écoles et d'autres bâtiments publics. Les espaces sont restreints et bien souvent il est difficile d'imaginer comment ces endroits seront chauffés cet hiver. Certains enfants suivent des cours dans la même salle, en ligne depuis leur pays d'origine, d'autres vont à l'école sur place. Raisa Puntus et Galina Bilyanska vivent actuellement dans une ancienne école à Sutyski, à 30 kilomètres au sud de Vinnytsya. Elles ont fui la destruction de Severodonetsk, à l'extrême est de l'Ukraine. Elles se sont installées le mieux possible dans leur petite chambre, avec deux autres

Raisa Puntus et Galina Bilyanska à Sutyski, dans leur refuge pour échapper à la guerre.



femmes. Elles tentent de structurer leur quotidien en ramassant des champignons ou en cuisinant. Il reste trop de temps pour penser. Personne ne peut leur dire à quoi leur vie va ressembler.

Les personnes déplacées ont besoin d'aide

Comme Raisa Puntus et Galina Bilyanska, plus de six millions de personnes ont fui à l'intérieur du pays et ne peuvent pas rentrer chez elles car leur foyer est détruit. Celles et ceux qui ont trouvé refuge en Transcarpatie au printemps ont parfois continué vers les pays voisins ou l'Europe occidentale. D'autres sont retourné·e·s chez elles ou chez eux en prenant des risques pour soutenir des proches. Les personnes déplacées ont besoin de stabilité et de sécurité, de vêtements et d'argent pour subvenir à leurs besoins les plus élémentaires. « Les personnes qui ont dû fuir la violence et les bombardements sont extrêmement reconnaissantes du soutien que les organisations leur apportent », explique Vitaly Kartamyshév, coordinateur pays de Solidar. Solidar Suisse offre des conseils psychosociaux, un soutien matériel et des espaces sûrs destinés aux femmes et aux enfants. L'incertitude reste terrible. Personne ne sait combien de temps cette guerre durera et quelles autres atrocités elle apportera.

« LES ENTREPRISES PRÉFÈRENT EMBAUCHER DES HOMMES »

Après des années d'engagement dans des organisations de jeunesse, Celina Panameño tente d'offrir des perspectives professionnelles aux jeunes du Salvador.

Texte : Katja Schurter, rédactrice responsable du magazine Solidarité, photo : Solidar Suisse



Celina Panameño anime un atelier pour les jeunes à la recherche d'un emploi.

« Violence, grossesses précoces, éducation insuffisante et pas d'emploi. » Celina Panameño n'a pas besoin de réfléchir longtemps pour m'indiquer les principaux problèmes des jeunes au Salvador. Cette jeune femme de 29 ans est responsable du placement dans le projet de formation professionnelle pour les jeunes du Cripdes, une organisation partenaire de Solidar. Au Salvador, la violence généralisée, celle des gangs et celle de genre, rend les perspectives professionnelles des jeunes très compliquées. Dans certaines régions, elle les empêche de se déplacer pour suivre une formation ou travailler. Les jeunes femmes sont particulièrement vulnérables. Les activités du projet deviennent de plus en plus difficiles. Les collaboratrices et collaborateurs de Solidar font preuve d'imagination : « Nous avons organisé le transport du domicile des jeunes jusqu'au centre de formation ou nous avons animé des ateliers sur leur lieu de résidence afin qu'elles et ils ne soient pas exclus en raison de l'insécurité. » Cependant, en raison de l'insécurité sociale et du manque de perspectives, des familles entières émigrent en prenant de grands risques, non seulement vers les États-Unis, mais aussi vers l'Espagne.

Coopération avec les autorités et les entreprises

Afin d'améliorer les perspectives des jeunes, le Cripdes leur propose des formations profession-

nelles, leur trouve des emplois ou les aide à créer leur propre entreprise. Pour ce faire, Celina Panameño collabore avec les autorités et les entreprises : « Nous essayons de convaincre les entreprises de donner une chance aux jeunes. » Cela ne va pas non plus de soi parce que les jeunes sont généralement suspecté·e·s de faire partie d'un gang. Par ailleurs, elle est souvent confrontée à des entreprises qui ne respectent pas le droit du travail et à des communes démotivées. C'est pourquoi les rencontres avec des entreprises réticentes ou des autorités bureaucratiques ne font pas partie de ses tâches préférées. Dans ce domaine, la pandémie a encore aggravé la situation, car il était impossible de se réunir, et de nombreuses entreprises ont dû fermer. Actuellement, celles-ci recrutent moins, car elles manquent de moyens. Pour toutes ces raisons, la création d'emplois pour les jeunes, dont beaucoup ne trouvent pas celui qui leur convient, est freinée, ce qui est pour elle une cause de frustration. À son avis, l'État n'investit pas assez dans la formation des jeunes.

Un projet pour la vie

Mais ce qui motive Celina Panameño, c'est le travail avec les jeunes eux-mêmes : « Ils ont une énergie qui me dope. Je leur transmets volontiers mes connaissances et j'apprends beaucoup avec eux. » Leur besoin ne se résume pas à des connaissances techniques. Elle doit leur redonner confiance en

elles et eux pour se présenter à un entretien d'embauche ou défendre leurs droits. C'est pourquoi elle tient à une approche globale. Elle les incite à élaborer un projet de vie et à le planifier en conséquence, pour soi et pour la communauté. « Ils doivent réfléchir au but qu'ils souhaitent avoir atteint dans trois ou cinq ans. Avec un objectif, elles et ils peuvent développer des idées et les mettre en œuvre », Celina le sait de par son expérience de travailleuse sociale. Solidar Suisse a développé le concept de formation en collaboration avec le Cripdes, qu'elle aide dans ses négociations avec les communes. Le soutien aux jeunes s'inscrit dans la durée : si elles et ils reçoivent une formation et, parfois, un capital de départ, une fois leur diplôme en poche, elles et ils sont mis en relation avec d'autres organisations qui continuent à les soutenir.

Relever le défi du machisme

Le fait que de nombreuses jeunes femmes soient exclues des formations en cas de grossesse représente un autre problème. Rien de tel avec le Cripdes, qui leur accorde un soutien économique leur permettant de payer une personne de leur choix pour la garde de leur enfant et de poursuivre leurs études. « Les femmes sont généralement désavantagées en raison du machisme des entreprises, qui préfèrent embaucher des hommes », explique Celina Panameño, qui a grandi avec sa mère et sa tante. C'est pourquoi 60 % des places dans les cursus de formation du Cripdes sont réservées aux femmes, qui sont par ailleurs aidées pour revendiquer leurs droits. Les ateliers abordent également les notions de genre et d'homophobie. La première réaction de nombreux jeunes hommes est négative : « Ils trouvent inconcevable qu'un homme puisse enlacer un autre homme », raconte Celina Panameño. Elle aime remettre en question ces conceptions et les faire évoluer dans des discussions et des exercices de groupe. C'est là que l'approche par les pairs est particulièrement efficace. Elle a participé à ce processus dès son adolescence : « Nous avons suivi une formation sur le genre et les droits sexuels et nous en avons parlé avec d'autres jeunes. Sur le thème de la sexualité, elles et ils nous faisaient plus confiance qu'au personnel du ministère de la Santé et posaient beaucoup de questions. Interrogée sur sa plus grande réussite, elle répond « avoir placé des jeunes formés à la restauration à des conditions de travail équitables dans un restaurant. » Elle trouve formidable que de nombreux jeunes puissent, grâce à la formation et au capital de départ, mettre en œuvre leur propre projet et que leur qualité de vie s'en trouve considérablement améliorée.

Carlo Sommaruga
Président de Solidar



La Suisse doit agir maintenant

Qu'ont en commun des entreprises telles que Nike, Adidas, Uniqlo, H&M, Apple, Samsung, Jaguar ou BMW ? Toutes, directement ou indirectement par l'intermédiaire de sous-traitants, profitent du travail forcé des Ouïghours en Chine. Nombre d'autres sociétés, connues ou moins connues suisses ou étrangères, inondent elles aussi les marchés de biens de consommation élaborés ou produits dans des conditions sociales inacceptables en violation des droits humains. En raison de l'opacité de la chaîne d'approvisionnement, les consommateur-ice-s ignorent qu'elles et ils achètent des biens produits dans le sang, la souffrance et l'exploitation d'hommes, de femmes et d'enfants. Sans mesures des pouvoirs publics et surtout sans une responsabilité légale engageant les entreprises en cas d'absence de diligence quant au respect des droits de l'homme et de l'environnement dans la chaîne d'approvisionnement, ce mode de production et de consommation désastreux ne peut que se perpétuer.

Toutefois, au niveau international, même lentement, les choses bougent. Nos principaux partenaires commerciaux, comme l'Union européenne ou les USA ont introduit des mécanismes de responsabilité des entreprises.

En Suisse rien ! Juste l'obligation de rédiger des rapports ... Solidar, aux côtés de nombreuses actrices et nombreux acteurs de la société civile, s'engage pour que le Conseil fédéral agisse enfin. Votre soutien est donc essentiel.

www.solidar.ch/fr/petition-multinationales

2	6							
8		3			1			
9				8	6	5		
	5			3	7			
			2	5			4	
		2	4	9				3
			3			2	5	4
								8

LE SUDOKU DE SOLIDAR

Complétez les cases vides avec les chiffres 1 à 9. Chaque chiffre ne peut figurer qu'une seule fois sur chaque ligne, dans chaque colonne et dans chacun des carrés de 3x3 cases.

La solution se trouve dans les cases grises lues horizontalement, selon la clé suivante :

1=C, 2=H, 3=B, 4=R, 5=E, 6=M, 7=T, 8=A, 9=O

Envoyez la solution à Solidar Suisse sur une carte postale ou par courrier à contact@solidar.ch, objet « sudoku »

1^{er} prix Une serviette du Burkina Faso

2^e prix Un marque-page en argent de Bolivie

3^e prix Des mangues du Burkina Faso

La date limite d'envoi est le 16 décembre 2022. Le nom des gagnant-e-s sera publié dans le Solidarité 1/2023. Aucune correspondance ne sera échangée concernant ce concours. Tout recours juridique est exclu. Les collaborateur-trice-s de Solidar Suisse ne peuvent pas participer au concours.

La solution du concours paru dans Solidarité 3/2022 était « décoloniser ». Marie-Pierre Maystre de Genève a gagné une serviette du Burkina Faso, Kurt Binggeli de Spiez un marque-page en argent de Bolivie et Madeleine Crisinel de Lutry des mangues du Burkina Faso. Nous remercions toutes celles et tous ceux qui ont participé au concours.

Solution :

RTS LA 1^{ÈRE}

Le salon du recrutement Forum EPFL s'ouvre aux ONG et aux organisations internationales

RTS La 1^{ère}, 7.10.2022

L'objectif pour les employeurs est de recruter et ça tombe bien, car le plus grand salon de Suisse, et même d'Europe selon ses organisateurs, se tient cette semaine à l'EPFL. 20 000 visiteurs pour le Forum de l'EPFL, c'est son nom, et pour les attirer des grandes entreprises évidemment, des start-up aussi, mais également, et c'est une première, des ONG et des organisations internationales. Sylvie Kipfer de Solidar Suisse résume pourquoi ces associations se sont déplacées : « C'est tout à fait une opportunité de nous faire connaître, de présenter nos activités et ce qui est important aussi, c'est qu'il y a une volonté d'engagement de la part des futurs diplômés, d'essayer de changer un petit peu les choses, de lutter pour un monde un peu plus équitable. »

L'ÉVÉNEMENT
SYNDICAL

Pakistan : Solidar appelle aux dons pour une aide d'urgence

L'Événement syndical, 14. 9. 2022

Solidar Suisse a lancé une récolte de fonds pour venir en aide aux personnes touchées par les violentes pluies de mousson qui ont provoqué des inondations et une catastrophe humanitaire d'une ampleur exceptionnelle au Pakistan. Début septembre, on dénombrait plus de 33 millions de personnes touchées et plus de 1200 décès depuis juin. Solidar Suisse fournit déjà une aide d'urgence à quelque 7000 personnes. La population a besoin de nourriture, d'articles de cuisine, de kits d'hygiène et de matériel pour se loger (tentes, moustiquaires, etc.). « La catastrophe a pris des proportions indescriptibles, dépassant même celles des énormes inondations de 2010. Les gens ont tout perdu. Nous ne pouvons pas rester les bras croisés, nous devons agir sans attendre », avertit Ahamand Siddiqi Zishan de Solidar Suisse au Pakistan.

UN SEUL MONDE

Améliorer l'emploi pour améliorer le monde

Un seul monde, 16.6.2022

À l'échelle mondiale, la question du travail décent semble plus urgente que jamais. De nombreux pays affichent un taux de chômage, une proportion d'emplois informels et une pauvreté élevée, avec une protection sociale insuffisante. Après la pandémie de Covid-19, le tableau s'est encore assombri. L'OIT prévoit 207 millions de personnes au chômage dans le monde cette année, contre 186 millions en 2019. Les perspectives d'emploi seraient particulièrement préoccupantes pour les femmes et les jeunes. Solidar Suisse mise sur le dialogue pour améliorer les conditions de travail dans l'économie informelle. « Le travail informel ne disparaîtra pas, analyse Joachim Merz chargé de programmes pour l'Afrique australe et la Bolivie chez Solidar. L'enjeu est de le rendre aussi décent que possible. »

S'ENGAGER

Luttez avec nous pour un monde équitable. Vous avez à cet effet de nombreuses possibilités, à petite ou à grande échelle. Voici quelques exemples concrets.

REFUSER DE PARTICIPER

Boycotter le Black Friday

Les magasins suisses font de la publicité depuis des semaines pour le Black Friday. Grâce à votre soutien, nous avons déposé l'année dernière auprès de l'Association suisse du commerce de détail notre pétition Stop Black Friday, qui a recueilli près de 30 000 signatures. Ce faisant, nous avons accompli un geste fort contre la consommation insensée. Cette année encore, refusez de participer à la guerre de la consommation et soutenez la lutte des travailleuse-s pour des conditions de production dignes dans les pays à bas salaires.

Participez à notre quiz !

Beaucoup de nos marchandises sont issues de chaînes de production complexes, marquées par des conditions de travail indignes et la destruction de la nature. Savez-vous quel est le montant annuel, en milliards de dollars américains, des importations d'or de la Suisse, premier importateur du monde ? Et combien de millions d'enfants sont impliqués dans son extraction ? Ou la quantité d'eau nécessaire à la production d'un tee-shirt ?



VERS LE QUIZ
www.solidar.ch/fr/quiz

Vous souhaitez faire le bien au-delà de votre propre vie ?

Il vous suffit de mentionner Solidar Suisse dans votre testament. Vous trouverez des informations sur notre site internet. Notre spécialiste Christof Hotz se fera un plaisir de vous conseiller en toute confidentialité sur la planification successorale, qui bénéficiera de nouvelles possibilités à partir du 1^{er} janvier 2023.

E-mail : christof.hotz@solidar.ch



TESTAMENT
www.solidar.ch/legs

ENSEMBLE

IMPRESSUM

Éditeur Solidar Suisse, Quellenstrasse 31, 8005 Zurich, tél. 021 601 21 61, e-mail : contact@solidar.ch, www.solidar.ch
CP 10-14739-9 Lausanne
Membre du réseau européen Solidar
Rédaction Katja Schurter (rédactrice responsable), Christian von Allmen, Benjamin Gross, Sylvie Kipfer, Cyrill Rogger

Layout artischock.net
Traduction Katja Schurter, Anne Walder Pfyffer
Correction Jeannine Horni, Catherine Vallat
Impression et expédition Unionsdruckerei/subito AG, Walther-Bringolf-Platz 8, 8201 Schaffhouse
Paraît quatre fois par an. Tirage : 37 000 ex.
Le prix de l'abonnement est compris dans la

cotisation (membres individuels 70.– par an minimum, organisations 250.– minimum).
Imprimé sur papier recyclé et respectueux de l'environnement.

Dernière page Faites plaisir à vos proches avec une carte cadeau tout en soutenant nos projets dans le monde entier.

Votre don en
bonnes mains.



OFFREZ UNE CARTE CADEAU SOLIDAR À VOS PROCHES.

Des personnes affectées par la pauvreté, l'exploitation, la guerre ou les catastrophes naturelles recevront votre soutien.



Soutenez par exemple les
travailleur·euse·s ex-
ploité·e·s du monde entier
dans leur lutte pour des
salaires de subsistance
et une protection sociale
de base.

Découvrez nos autres cartes
sur le bon de commande
ci-joint ou sur notre site internet
www.solidar.ch/cadeau



C'EST AUSSI SIMPLE QUE ÇA :

Commandez des cartes cadeaux Solidar d'une
valeur de 50 francs chacune au moyen du
coupon de commande ci-joint ou sur la page
www.solidar.ch/cadeau

Vous recevrez vos cartes cadeaux par la poste, avec une
enveloppe pour les offrir ainsi qu'un bulletin de versement pour
le paiement de votre don.

Nous garantissons une livraison avant Noël pour toutes les
commandes reçues avant le 21 décembre 2022.

Pour toute question, n'hésitez pas à nous contacter au
021 601 21 61 ou via contact@solidar.ch

Avec chaque carte, vous soutenez
les projets de Solidar Suisse en
faveur des personnes en situation
de précarité.

www.solidar.ch